

Le Grain de sable

N° 425 – Mardi 20 mai 2003

DETRUIRE N'EST PAS CREER

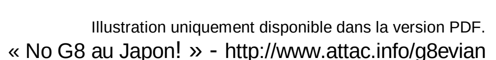
Dans ce numéro



1- Bechtel et du sang pour de l'eau : la guerre, une excuse pour étendre l'hégèmonie des Transnationales. (Par Vandana Shiva)
Le " Libre-échange" est de toute évidence tout sauf " Libre ". Il est imposé, corrompu, trompeur et violent. L'hégémonie des transnationales n'est pas une alternative à la dictature du style de celle de Saddam. Elle ne fait que remplacer une dictature par une autre : Celle des Grandes Compagnies qui ont kidnappé la puissance publique et utilisent la puissance militaire pour s'emparer de marchés.
2- Le FMI comme chez lui (Par Marcelo Larrea)
Le Fond exerce des pressions à la fois pour l'exécution des versements pour le paiement de la dette, fixés à 2.400 millions de dollars et pour le renforcement des budgets des forces armées et de la police qui atteignent 1.048 millions de dollars, additions qui dépassent 50% des dépenses totales.
3- Le FMI fidèle serviteur de la finance mondiale (Par Philippe Werthauer)
Au prix de cette politique suicidaire, le FMI contraint les pays endettés, à rétablir des excédents de la balance commerciale propres à permettre le service de leur dette. Sans même prendre en compte que la course générale à l'exportation, synonyme de guerre des prix, aggravera leur situation déjà difficile. Mais priorité aux intérêts de la finance mondiale.. .


Spécial Contre-G8 - Annemasse et Genève
Consulter les annonces transports et hébergement ainsi que le programme complet www.attac.info/g8evian
Proposer un moyen de transport / Chercher un moyen de transport : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1039-14fr
Proposer un hébergement / Chercher un hébergement : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1037-14fr
Tout le programme des mobilisations. http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14

Vous avez-rendez-vous avec ATTAC
Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.


Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« No G8 au Japon! » - http://www.attac.info/g8evian

Bechtel et du sang pour de l'eau : la guerre, une excuse pour étendre l'hégèmonie des Transnationales

Par Vandana Shiva
Traduction. Stan Gir. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

A un mois du début de la guerre contre l'Irak, le vrai vainqueur se révèle : Bechtel obtient un contrat de 860 millions de Dollars pour " reconstruire " l'Irak. Cette guerre U S a d'abord déversé une pluie de bombes sur les hopitaux, les ponts, les canalisations d'eau. Les sociétés US récoltent maintenant les fruits de la reconstruction d'une société après sa destruction délibérée. Ce n'est pas seulement pour le pétrole que tout ce sang a été versé mais aussi pour le contrôle de l'eau et des autres services indispensables à la vie.

Dans une période de croissance réduite, alors que le char monstrueux de la "globalisation"se traine, la guerre permet d'accroitre l'hégémonie des transnationales.

Si l'O M C ne suffit pas il n'y a qu'à faire la guerre ! …

Il semble que cela sous-tend la philosophie économique et politique des " Néo-conservateurs" qui règnent sur les USA et cherchent à contrôler le Monde. Ce que ces derniers mois ont révélé est la corruption totale sur laquelle est basé le nouvel ordre mondial.

(Bob Herbert dans " demande à Bechtel à quoi sert la guerre " dans l' Herald Tribune du 22 avril 2003 page 6) Shultz, dont la photo devrait figurer à coté de toute définition du " complexe militaro-industriel ", était Secrétaire d'Etat sous le Président Ronald Reagan et a toujours été un des poids lourds du puissant groupe Bechtel de San Francisco, dont il a été Président et dont il est actuellement membre du Conseil d'Administration et consultant senior.

A l'inverse du chanteur anti-guerre Edwin Starr – qui par une ironie du sort s'est éteint ce mois-ci, juste au moment où les troupes US se ruaient vers Bagdad – Shultz lui, sait à quoi sert la guerre. Et cette guerre avec l'Irak, il la voulait, oh oui, comme il la voulait !

Shultz était Président du " Comité pour la Libération de l'Irak " férocement en faveur de la guerre et déterminé à ajouter à la libération politique de ce pays riche en pétrole la très profitable " reconstruction de son économie " Sous le titre " Agissons maintenant, le danger est immédiat ", Shultz écrivait dans le Washington Post en septembre dernier : " Il y a de solides raisons en faveur d'une action militaire immédiate contre Hussein et d'un effort multilatéral de reconstruction de l'Irak après son départ "

Je me demande vraiment quelle est l'entreprise qui pourrait bien diriger cet effort !…

La semaine dernière, la Bechtel de Shultz avait la possibilité de démontrer exactement à quoi servent les guerres. L'administration Bush lui a offert le premier gros contrat de reconstruction en Irak pour 680 millions de Dollars étalés sur au moins 18 mois qui met Bechtel au premier rang pour la reconstruction à long terme de ce pays qui pourrait s'élever à 100 milliards de Dollars ou plus.

Bechtel s'est en fait vu autorisé à gagner de l'argent… Et cette autorisation a été accordée lors de réunions à huis-clos auxquelles n'avaient accès qu'un nombre restreint de sociétés US de la même obédience politique.

La dictature de Saddam est remplacée par celle des grandes compagnies U S – avec peu de différence entre ceux qui siègent dans les Conseils d'Administration et ceux qui siègent à La Maison Blanche, au Pentagone ou dans d'autres institutions du gouvernement.

Manque de transparence et corruption

Le manque de transparence de la Chine a été souligné à l'occasion de l'épidémie de SARS… L'octroi du premier contrat de reconstruction en Irak à Bechtel est un exemple éclatant du manque de transparence, du secret et de la corruption grâce auxquels l'hégémonie des Transnationales arrive à s'établir.

Qu'il s'agisse des contrats de privatisation de l'eau en Inde ou en Bolivie, ou des contrats de " reconstruction " pour l'Irak, le secret et le manque de démocratie et de transparence caractérisent les méthodes utilisées pour remporter des marchés juteux.

Le " Libre-échange" est de toute évidence tout sauf " Libre ". Il est imposé, corrompu, trompeur et violent. L'hégémonie des transnationales n'est pas une alternative à la dictature du style de celle de Saddam. Elle ne fait que remplacer une dictature par une autre : Celle des Grandes Compagnies qui ont kidnappé la puissance publique et utilisent la puissance militaire pour s'emparer de marchés.

La malhonnêteté intrinsèque et la tromperie de cette hégémonie des transnationales ne semble pas apparaître à ceux qui l'imposent sous le nom d' " Opération Liberté – Irak " et semble trouver son origine dans une confusion fondamentale entre liberté et création.

Lorsque 7000 ans d'histoire de la Mésopotamie furent détruits en présence des troupes US, le commentaire naïf et irresponsable de Donald Rumsfeld a été : " Ceux qui sont libres ont la liberté de commettre des erreurs, des crimes et de faire le mal ". Selon une telle logique, les terroristes qui s'écrasèrent avec leurs avions contre les tours du " World Trade Center ", exerçaient leur droit légitime de " commettre des crimes et de faire le mal ". Selon la même logique qui a fait des militaires US des spectateurs muets permettant le sac de Bagdad et de ses trésors historiques, les USA n'avaient aucun droit de se lancer dans la " guerre à la terreur " après le 11 septembre.

De la même façon, il y a confusion sur ce que signifie " la liberté humaine " pour ceux qui veulent offrir la " liberté " aux autres grâce à la guerre, il y a confusion entre " reconstruction et " destruction ". Ce qui s'est passé en Irak c'était la " destruction" et maintenant on s'y réfère comme à une " reconstruction ". Des innocents ont été tués, des milliers d'années d'histoire de la civilisation ont été effacés. Et maintenant, en dépit de cela, Jay Garner – ce général U S à la retraite, nommé unilatéralement comme responsable de la reconstruction et de l'aide humanitaire, parle de " donner le jour "à un nouveau système en Irak.

Les bombes ne " donnent pas le jour " à une société, elles détruisent la vie. Une société nouvelle ne peut " naitre " de la destruction de l'héritage historique et culturel de civilisations anciennes. Après tout, peut être bien que le choix de laisser détruire l'héritage historique de l'Irak était un préalable à cette illusion de " donner le jour " à une nouvelle société. Peut être les maîtres des USA ne se rendent pas compte de ces violations parce que leur propre société a été bâtie sur le génocide des Indiens d'Amérique.

La destruction de " l'autre " semble naturelle à ceux qui détiennent les clés du pouvoir dans la superpuissance

solitaire qui contrôle le Monde. Peut être la perception de la destruction délibérée d'une civilisation et de milliers de vies innocentes comme d'une " naissance " exprime-t-elle " l'illusion de la création " du patriarcat occidental qui confond destruction avec création et annihilation avec don de la vie.

" L'illusion de la création " considère le capital et les machines, y compris les machines de guerre, comme des sources de création et la nature et les sociétés humaines, et tout spécialement les sociétés non-occidentales comme mortes, inertes ou passives ou dangereuses et cannibales.. Cette vision du Monde est à l'origine du " fardeau de l'homme blanc " qui doit libérer la nature et nos sociétés, s'il le faut par la violence, et considérer cela comme la " naissance " de la liberté.

Quelles que soient les racines profondes sur lesquelles repose l'établissement d'une économie de rapine et de violence en Irak au nom de la " reconstruction ", les profits de guerre des sociétés comme Bechtel, nous confirment que la guerre est la continuation de la globalisation par d'autres moyens.

Pour les peuples du Monde le défi est faire converger les énergies du Mouvement Anti-Globalisation avec celles des Mouvements pour la Paix et pour la Démocratie réelle.

Notre défi est de récupérer la vraie signification de la liberté, de la régénérer de la dégradation que lui a fait subir le double langage de " Libre-Echange " et de " l'Opération Liberté pour l'Irak ".

Cette " Liberté " obtenue du " Libre-Echange " et des règles de l'O M C et celle qui découle de la guerre à l'Irak n'est rien d'autre que la Liberté pour les transnationales d'accumuler des bénéfices. Cette "liberté" est « un permis » de piller, et le pillage effectué par les grandes compagnies en toute liberté détruit la démocratie et la liberté des peuples et de la société civile. La nouvelle liberté que les peuples du Monde recherchent est celle d'être libérée de l'hégémonie des transnationales facilitée et établie par le militarisme et par la guerre.

Cela est aussi important pour les citoyens de l'Irak et des autres pays envahis par les transnationales grace à l'appui des armées ou des traités de " Libre-échange " que pour les citoyens des U S A.

Le contrat Bechtel, aussi bien que la guerre d'Irak, qui permirent la réalisation des profits liés à la " reconstruction " ont fait ressortir la manque de transparence démocratique et de responsabilité en matière de décisions économiques et politiques prises par un gouvernement US qui devient de plus en plus dur à distinguer des grandes compagnies US. Un régime dans lequel le gouvernement est devenu l'instrument des intérêts des grandes compagnies n'est plus guère une démocratie. Au lieu d'être le gouvernement " du peuple, par le peuple, et pour le peuple " il est celui " des compagnies, par les compagnies et pour les compagnies ".

Il est urgent pour les démocraties de pousser vers un « changement de régime » aux USA, en Irak et dans tous les pays où la dictature du marché se retranche.

Bechtel en Bolivie

La plus fameuse histoire sur l'avidité de Bechtel pour l'eau est celle de Cochabamba, en Bolivie.

Dans cette région semi désertique, l'eau est rare et précieuse. En 1999, la Banque Mondiale recommanda la privatisation de la société de distribution de l'eau à Cochabamba, via une concession accordée à " International Water " une filiale de Bechtel.

En octobre 1999,la Loi sur l'eau potable et l'épuration (de l'eau) est passée supprimant la subvention de l'Etat et permettant la privatisation.

Dans une ville où le salaire minimum est moins de 100 Dollars par mois, la facture d'eau mensuelle s'élevait à 20 Dollars, presque de quoi nourrir une famille de 5 personnes pendant deux semaines. En Janvier 2000, une alliance de citoyens appelée " la Coordinadora de defense del aqua y de la vida " (la coalition pour la défense de l'eau et de la vie) fut formée et arrêta toute activité dans la ville pendant 4 jours grâce à une mobilisation massive.

De Janvier à Février 2000 des millions de boliviens marchèrent sur Cochabamba, organisèrent une grève générale et bloquèrent les transports. Le gouvernement promit alors de rembourser la différence de prix mais ne le fit jamais.

En Février 2000, la " Coordinadora " organisa une marche pacifique exigeant l'abrogation de la " Loi sur l'eau potable et l'épuration ", l'annulation de l'ordonnance autorisant la privatisation, la fin du contrat et la participation des citoyens à la préparation d'un projet de loi sur les ressources en eau.

Les demandes populaires qui menaçaient les intérêts de la société en cause, donnèrent lieu à une répression musclée.

La critique fondamentale de la Cordinadora s'adressait au refus de considérer l'eau comme un bien commun. Les slogans des protestataires étaient du type " l'eau est un don de Dieu et pas une marchandise " et " l'eau c'est la vie ".

En avril 2000, le gouvernement essaya de faire taire les protestations en se basant sur la loi du marché. Les activistes furent arrêtés, des protestataires furent tués, les médias censurés.

Finalement, le 10 avril 2000, le peuple gagna la partie et " Aquas del Tunari » et Bechtel quittèrent la Bolivie. Le gouvernement fut forcé d'abroger la loi détestée sur la privatisation de l'eau et, la Compagnie de distribution de l'eau : " Servicio Municipal de l'Aqua Potable y Alcantarillado (SEMAPO), fut transférée aux travailleurs et au peuple …

Avec toutes ses dettes.

Durant l'été 2000, la Coordinadora organisa des réunions publiques pour mettre en place une planification et une gestion démocratique.

Les citoyens ont fait face au défi de fonder une "démocratie de l'eau" mais les dictateurs de l'eau font tout ce qu'ils peuvent pour détruire ce processus. Bechtel fait un procès à la Bolivie et le gouvernement de ce pays se retourne contre les activistes de la Coordinadora en les harassant de menaces.

Si l'on se base sur la leçon Bolivienne, Bechtel essayera de contrôler toutes les ressources en eau de l'Irak et pas seulement sa distribution.

Si la communauté internationale et les Iraquiens ne sont pas vigilants, Bechtel pourrait en arriver à posséder le Tigre et l'Euphrate comme il a essayé de " posséder " les puits de Bolivie .

Bechtel et l'Inde .

Bechtel Enterprise, une compagnie privé, est la plus grande entreprise mondiale de constructions, à ce titre, elle a profité à fond du " Boom " de la construction qui a suivi la deuxième guerre mondiale.

Elle a été responsable de 19.000 projets dans 140 pays et a des activités dans tous les continents (à part l'antarctique).

Bechtel participe à plus de 200 installations de distribution ou d'épuration de l'eau dans le Monde, en grande partie au travers de ses filiales ou de ses participations croisées dans des entreprises telles que " International Water " (regroupant Bechtel, Edison Italia, et United Utilities au Royaume Uni).

En Inde, Bechtel participe avec Enron à l'usine de Dabhol et, avec un consortium regroupant Mahindra and Mahindra, United International North-West water, à la privatisation de l'eau de Coimbatore/ Tirrupur. Comme cela a été le cas pour d'autres contrats de privatisation de l'eau, ce contrat n'a pas été rendu public.

Les affaires qui ne peuvent être réalisées qu'à huis clos, dans le secret, ne peuvent certainement pas promouvoir la liberté, elles la tuent et la démocratie avec elle.

http://www.zmag.org/sustainers/content/2003-05/12shiva.cfm

Le FMI comme chez lui

Par Marcelo Larrea. Directeur du journal "le Sucre" ADITAL (Agência de Informação Frei Tito para a América Latina) http://www.adital.org.br
Traduction. Yves Moy. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Une mission du FMI qui supervise en Equateur le fonctionnement de l'économie du pays se trouve comme chez elle. Le Ministre de l'Economie Mauricio Pozo et le Président de la Banque Centrale Mauricio Yépez, qui agissent comme des employés au service du FMI et non comme les représentants d'un pays souverain, servent ses exigences et s'apprêtent à exécuter ses dispositions.

Dans la ligne de l'accord "stand by" souscrit par le gouvernement de Gutiérrez, le FMI fait pression pour que soient atteints les objectifs d'austérité du Budget fiscal, pour que celui-ci n'excède pas les 6.700 millions de dollars. Dans sa perspective, cela implique fondamentalement de sévères restrictions aux dotations au secteur productif, qui baissent de 9,8 à 6,6%, à l'investissement social dans l'éducation, la santé et le logement et la diminution du marché de l'emploi dans le secteur public et le gel de ses rémunérations.

Le Fond exerce des pressions à la fois pour l'exécution des versements pour le paiement de la dette, fixés à 2.400 millions de dollars et pour le renforcement des budgets des forces armées et de la police qui atteignent 1.048 millions de dollars, additions qui dépassent 50% des dépenses totales.

Les moyens fiscaux se concentrent évidemment sur deux points cruciaux : La satisfaction des exigences des créditeurs d'une dette dont la légitimité est douteuse et le renforcement des appareils répressifs, en accord avec la stratégie de Washington d'impliquer l'Equateur dans sa guerre du Plan Colombie et d'empêcher les explosions sociales qui proviennent du crac financier de 99, des déséquilibres critiques de la dollarisation et des contradictions mêmes du modèle néo-libéral qui asphyxient les perspectives de croissance et étendent la tache de la pauvreté sur 80% de la population.

Bien que l'endettement de l'Equateur oscille autour de 60% du produit intérieur brut, le programme du fond est que le budget se finance avec 1.727 millions de nouvel endettement et des mesures d'ajustement contre une population aux revenus insuffisants. En l'occurrence, la mission du FMI a consisté à exercer des pressions par l'élimination de l'allocation au gaz, l'introduction d'une réforme du travail visant à geler la masse salariale et à réduire les employés du secteur public et une réforme des taxes pour augmenter les recettes au moyen d'impôts frappant les véhicules et en éliminant les

boucliers fiscaux qui protégeaient l'appareil productif local.

L'ensemble des exigences du FMI met le gouvernement de Gutiérrez dans une position de guerre ouverte avec la classe ouvrière et l'ensemble du peuple, qui peut provoquer la fracture de la coalition politique qui l'a élu et déchaîner une crise majeure. De fait, même dans les milieux patronaux, on fait observer le danger d'une explosion sociale du fait de la détérioration de l'appareil productif dérivé de la dollarisation qui a permis l'invasion du marché intérieur par des denrées étrangères et a restreint et fait monter le prix du crédit, à cause de l'insuffisance de dollars, engendrée par le déficit commercial et la décision des banquiers de transférer les dépôts de ses clients à l'extérieur.

Grano de Arena informativo@attac.org

Le FMI fidèle serviteur de la finance mondiale

Par Philippe Werthauer – Attac Luxembourg

« Quand neuf patients sur dix soignés par un même médecin meurent, il est clair que le médecin ne sait pas ce qu'il fait »[1]. Ainsi s'est exprimé le professeur Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, ancien conseiller du Président Clinton, ancien Economiste en chef et Vice – Président de la Banque Mondiale.

L'Attac s'est donné pour tâche de mette en lumière :

§ Le problème : la fracture entre les intentions initiales des concepteurs du Fonds Monétaire International d'une part, et les dérives actuelles d'autre part. De là, la contestation croissante des deux côtés de l'Atlantique, au sein de la société civile ;

§ Les solutions souhaitables : les modalités d'une réforme du système financier mondial.

I. De Keynes aux dérives – L'idéologie actuelle du FMI et la contestation

Ce qui a déclenché la controverse, c'est l'abandon progressif des conceptions initiales et la mise en oeuvre d'une idéologie ultra – libérale et d'une action strictement économique :

- les forces du marché dominent aujourd'hui toutes les actions de l'Institution. Le FMI, dans sa volonté d'infléchir dans un sens ultra – libéral la politique des pays concernés, ne s'est intéressé ni aux problèmes concrets, ni aux effets immédiats des mesures imposées. Il paraîtrait qu'à long terme, ces pays connaîtraient une situation meilleure.[2]

- la mondialisation a apporté avec elle un prix trop souvent oublié en termes de destruction de l'environnement, d'inadaptation culturelle, de chômage de masse…

- l'écart entre les riches et les pauvres n'a cessé de s'élargir. Dans des régions entières de l'Afrique, par exemple, les revenus ont diminué. De même que l'espérance de vie ;

- la mondialisation n'a pas davantage assuré la stabilité. En 1997 – 1998, la crise asiatique a paru menacer l'ensemble de l'économie mondiale. En 2001 – 2002, l'Argentine a vécu une période de quasi – révolution.

- l'afflux spéculatif des capitaux des pays industrialisés vers les pays émergents a largement bénéficié à la communauté financière internationale et nui aux dits pays émergents ; : le reflux massif qui a suivi a encore aggravé leur situation ;

Il est temps de mentionner les piliers de l'idéologie du FMI. :

§ L' austérité se traduit par l'imposition d'une double discipline budgétaire et monétaire. A première se traduit très simplement par la réduction des services publics essentiels et des programmes sociaux, la suppression des subventions aux produits de première nécessité. Quant à la discipline monétaire, elle vise à maintenir le loyer de l'argent à un taux (trop) élevé, obéissant avant tout au souci de sauvegarder les intérêts des détenteurs de capitaux étrangers…

Comme ledit Jeffrey Sachs, de l'Institut Harvard, « en imposant une purge draconienne à des pays déjà saignés à blanc, le FMI a réinventé la politique qui a conduit à la Dépression des années 30 ».

Au prix de cette politique suicidaire, le FMI contraint les pays endettés, à rétablir des excédents de la balance commerciale propres à permettre le service de leur dette. Sans même prendre en compte que la course générale à l'exportation, synonyme de guerre des prix, aggravera leur situation déjà difficile. Mais priorité aux intérêts de la finance mondiale.. .

§ la privatisation aboutit à l'élimination de l'Etat, qui assurait les services essentiels, qui ne l'étaient pas par les marchés…et qui ne le seront pas davantage à l'avenir…De surcroît, la privatisation imposée avant que ne soit stimulée la concurrence. Elle détruit des emplois avant même de poser les bases de la création d'emplois.

§ la libéralisation importe sans doute des investissements étrangers porteurs d'efficacité. Mais elle importe aussi Coca Cola…et autres multinationales, qui détruisent les concurrents locaux. Elle ouvre les frontières du pays aux banques étrangères, désormais maîtresses du terrain. Abandonnée à son sort, l'économie rurale déjà mise à mal par les importations subsidiées, risque de s'effondrer… « La libéralisation a été programmée par les pays occidentaux pour les pays occidentaux ». Ainsi s'est exprimé le Monde Economique[3]

En raisonnant en termes strictement économiques - à l'exclusion des facteurs humains – le FMI a inspiré des combats de rue dans le monde entier. Et ce ne sont pas les émeutes qui rétablissent la confiance…[4]

Le FMI a trouvé le moyen de débloquer des milliards de dollars en faveur de pays en récession. En fait, il s'est agi d'opérations de renflouement en faveur de la finance mondiale qui avait accumulé sur ces pays des créances irrécouvrables. Créances accumulées avec l'assurance qu'une opération de sauvetage interviendrait en cas de difficulté…Par contre, le FMI n'a pas trouvé les millions qui auraient permis de continuer à subventionner les produits de première nécessité.

« Pour les pays en développement, le FMI fait dorénavant partie de leurs problèmes et non de leur solution »[5]

II. Textes choisis : la gestion de la crise argentine

§ Le premier acteur : la junte militaire de Videla (1976 – 1983)

A l'origine de la crise, la junte arrivée au pouvoir grâce à un coup d'état, responsable de la déroute lors de la guerre absurde des Malouines et…de 30 000 disparitions. Au cours des 7 années du régime dictatorial, la dette extérieure qualifiée de « dette odieuse » connaît un premier accroissement brutal, de 8 à 43 milliards de dollars[6] . Et, soit dit en passant, la situation monétaire connaît une inflation galopante.

§ Le deuxième acteur : :le FMI lui – même

L'existence d'une telle dette, aussi illégitime qu'elle soit, sera pour le FMI une occasion idéale de mettre en oeuvre sa politique de pompier pyromane :

- en Argentine : une junte profondément corrompue, recherche des capitaux propres à financer des opérations lucratives, au moins pour elle – même et ses proches ;

- sur les marchés financiers internationaux, des capitaux – les pétrodollars – sont précisément en quête de tels placements ; ..

Quoi de plus simple pour le FMI que de jouer le rôle d'entremetteur ?

Dès 1976, le FMI octroie un prêt important à l'Argentine, apportant par là la garantie aux banques occidentales que le pays est un endroit idéal pour recycler les pétrodollars en mal de rendement. Quant au produit du prêt, il a pris sans difficulté, soit le chemin de Wall Street, avec l'aide de la Federal Reserve, soit celui des paradis fiscaux, soit celui de groupes privés proches du régime..

A la fin du régime de la junte, selon les estimations, les capitaux transférés à l'étranger se montaient déjà à quelque 120 milliards de dollars.

§ La descente aux enfers

Dans l'attente de nouvelles « aides » du FMI, l'Argentine continue sa descente aux enfers. Cette fois, elle finance une partie des échéances en bradant littéralement son patrimoine national. (quelque 90% du capital des banques et 40% de celui de l'industrie). Le pays est revenu au stade colonial.

Mais ces sacrifices ne sont pas encore suffisants. Il faut s'adresser à nouveau aux bons docteurs du FMI. Rarement le « Consensus de Washington » se sera fait sentir avec une telle rigueur : nouvelles privatisations d'entreprises publiques, libéralisation quasi – totale de l'économie, hausse des taux d'intérêt, instauration d'une nouvelle monnaie liée au dollar (1 peso = 1 dollar !).

Les réformes ont temporairement raison de l'inflation et conduisent à un afflux massif de capitaux étrangers, de nouveau rassurés[7].

La création d'un peso surévalué, selon une déclaration de Carlos Menem[8], Président à l'époque « pulvérise » l'inflation…. Pulvérise en même temps les exportations. Et donne un coup de fouet aux importations. Ces dernières inondent le marché intérieur, acculent des milliers d'entreprises à la faillite et aggravent le chômage qui atteindra finalement le barre des 25%…

Une nouvelle fois, l'afflux massif déstabilisent des capitaux est suivi d'un reflux aussi massif et dévastateur : rapatriement des bénéfices, évasion fiscale…

Et à la fin de 2000, le scénario se répète, au risque de devenir lassant s'il n'était pas aussi dramatique. Le FMI s'engage à accorder de nouvelles facilités à hauteur de quelque 39, 7 milliards de dollars. En accompagnant son « aide » de nouveaux tours de vis : accroissement de la pression fiscale, qui reste cependant compréhensive pour les tranches élevées de l'impôt sur le revenu, nouveau démantèlement de ce qui reste de la Sécurité sociale…

§ l'effondrement (2001 – 2002)

Mais le P I B s'effondre. Bientôt, le meilleur élève de la classe ultra – libérale se trouve de nouveau hors d'état de faire face à ses échéances. Encourant les foudres du Maître, qui coupe son aide. C'est alors que, dans un nouvel effort, le gouvernement franchit la Xième étape de son impossible politique d'austérité en faisant passer la loi du « Déficit Zéro ».

Pour les Argentins, les limites de l'acceptable sont franchies. La population se soulève malgré l'état de siège et une répression qui fait des dizaines de morts.

Elle se livre au pillage général des supermarchés et de milliers de commerces. Le Président et le gouvernement contraints à la démission, un nouveau Président prend la relève à titre intérimaire. Ses premiers actes : des allègements sociaux et la suspension du service de la dette.

§ A la veille des élections présidentielles (2003)

Malgré cette situation dramatique, ce n'est qu'au début de 2003, après de difficiles négociations, que le FMI consent à conclure un accord intermédiaire portant sur un rééchelonnement a minima (portant sur une fraction très limitée de la dette et pour un terme de quelques mois)… Tout en obligeant cependant l'Argentine à puiser dans ses ultimes réserves de change pour régler une échéance que, après les émeutes de décembre 2001, elle avait estimé ne pas pouvoir honorer.

Cette année 2003, à peine les émeutes réprimées, le gouvernement, soucieux de renouer des relations avec le FMI, penche de nouveau vers une politique d'austérité… Le FMI remportera – t - il cette nouvelle « victoire » ? Le moment ne serait - t– il pas venu d'évoquer l'épître d'un grand classique s'adressant à Louis XIV : « Grand Roi, cesse de vaincre ou je cesse d'écrire… » ?

Le FMI ne se rend – il pas compte que plus ses exigences seront contraignantes, plus l'Argentine risquera une nouvelle explosion sociale ? . Ne réalise – t – il pas que la situation du pays est devenue aussi fragile que celle de la République de Weimar en 1932 ?

III. Le triomphe de l'inégalité – La nécessité d'une réforme du système financier mondial

Aujourd'hui, au sein des organes de direction du FMI, si les banquiers sont largement représentés, les populations jetées « sur le bord de la route » n'ont pratiquement ni voix délibérative, ni même consultative…

Certes, dans la communauté financière internationale, le secret est habituellement de règle. Quant au Trésor des Etats – Unis, il a même été jusqu'à défendre le secret des « centres bancaires extra – territoriaux ». Ce n'est qu'après le 11 septembre 2001 que, parmi les activités de ces paradis fiscaux, fut faite une découverte- qui n'aurait pas du en être une – le financement du terrorisme.

Un système aussi perverti ne peut mener qu'à une redistribution des richesses à rebours. Les dérives ne connaissent plus de limites quand les dirigeants d'un pays s'approprient purement et simplement l'argent prêté par le FMI, à charge pour le reste de la population de le rembourser..

Des réformes radicales du FMI et des organisations internationales[9] sont devenues une absolue nécessité. En se rappelant que la cause première des échecs du FMI réside dans la contradiction entre son objectif initial inspiré par Keynes et une dérive majeure, l'imbrication étroite avec les intérêts de la finance mondiale. Toutefois, tenant compte du caractère concis des contributions à Grain de sable, le présent essai n'ira pas jusqu'à développer les modalités des réformes:

1. Revenir au mandat initial de l'Institution

En cas de récession, assurer la disponibilité des fonds nécessaires au soutien de la demande globale.

2. Rompre avec l'ultra libéralisme
Reconnaître les dangers de la libéralisation des marchés des capitaux et admettre la nécessité des interventions des Etats pour en limiter les conséquences négatives.

3. Rompre avec les privatisations
Certainement dans le cas de restructurations sans création parallèle d'activités nouvelles.

4. Recourir à la procédure de la faillite « 'super chapitre 11 »
Il existe aussi un « chapitre 9 » qui prévoit, dans nombre de cas de faillites, la prise en compte par une Autorité publique des besoins vitaux du débiteur défaillant. Parallèlement, limiter le recours systématique aux opérations de renflouement.

5. Renforcer le contrôle de banques au lieu de favoriser systématiquement les dérégulations
§ Supprimer les paradis fiscaux

Les pays développés s'accommodent sans difficultés de l'existence de paradis fiscaux quand ils ne les créent pas…Appuyer - et non paralyser comme aujourd'hui – les efforts du Groupe d'Action Financière (GAFI, organe de l'OCDE) visant à la levée du secret bancaire et à la coopération entre Etats dans le domaine de l'entre aide judiciaire et de la lute contre le blanchiment d'argent.

§ Substituer au fanatisme du marché un partenariat entre le marché et les Etats

6. Rompre avec le double langage
Etrange discours, celui qui aboutit dans les faits à subsidier les exportations vers les pays en voie de développement et en même temps à dresser des barrières aux importations en provenance de ces mêmes pays. Etrange silence que celui de l'O M C…

7. Contribuer à garantir l'équilibre entre Nord et Sud, et entre créanciers et débiteurs.
§ Au plan institutionnel, assurer une participation aux instances de direction, un contrôle réel des populations locales et des Parlements locaux sur les politiques du FMI. A cette fin, au sein du FMI comme au sein de la Banque Mondiale, abroger la règle « un dollar, une voix »[10] . S'inspirer de la pondération des voix au sein des



Nations – Unies. Si « un pays, une voix » paraît une option extrême, étudier d'autres modes de pondération fondés sur plusieurs critères.

§ Au plan des mentalités, rompre avec les pratiques encore néocolonialistes. Ne plus imposer aux pays en développement des solutions toutes faites – et stéréotypées. Leur ouvrir, au contraire, la possibilité de choisir entre plusieurs scénarios possibles.

§ Respecter dans les pays en développement les traditions et les valeurs culturelles.

8. Annuler la dette
Avec un souci de concision, le problème de la dette, qui a déjà fait l'objet d'études spécifiques n'a pas été repris dans le cadre du présent essai[11][12].

9. Mettre en place des arrangements régionaux
La mise en place d'arrangements régionaux en tant que mécanismes de défense collective contre l'instabilité systémique suscite un intérêt croissant. Les monnaies régionales sont de plus en plus considérées comme des options valables par rapport à la dollarisation[13]

10. Rattacher le FMI aux Nations Unies et par-là – même appliquer la Déclaration universelle des droits humains, supérieurs aux intérêts économiques

Philippe Werthauer
Contact pour cet article : Luxembourg@attac.org

------

[1] Stiglitz, cité par le Monde.fr International – 14 août 2002. Propos recueillis par Babette Stern
[2] « Mais à long terme, nous serons tous morts » (J. M. Keynes)
[3] Le Monde.fr – 5 novembre 2001 – Propos recueillis par Laurence Caramel et Martine Laronche
[4] Stiglitz. La grande désillusion, promesses non tenues.
[5] Stiglitz – La grande désillusion – La crise asiatique
[6] la loi fédérale argentine a déclaré illégitime cette dette contractée contrairement à la législation et à la Constitution.
[7] Pour une très brève période, les Argentins, eux aussi, sont rassurés. Croyant détenir des pesos aussi solides que des dollars…
[8] Carlos Menem sera condamné plus tard à quelques 6 mois de prison pour sa participation à un trafic d'armes
[10] Pour rappel, les Etats – Unis disposent actuellement de 17, 85% des voix. Tout changement des statuts du FMI exigeant une majorité qualifiée de 85%, cette disposition leur confère pratiquement un droit de veto.
[11] Cf Attac – Que faire du FMI et de la Banque Mondiale ? Edition des Mille et une nuits, 2002.
[12] Sortir de l'impasse – Dette et Ajustement –E. Toussaint - A. Zacharie.
[13] Sortir de l'impasse. Op.cité.

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 21-05-2003 >> 28-05-2003

http://attac.org/rdv/index.html

21/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Nancy + Nantes
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg + Bregenz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Arhus
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Grenoble + Saintes + Paris 10

22/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Villeurbanne + Nancy + Nantes + Paris
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz + Innsbruck
BELGIUM : http://wb.attac.be/rubrique.php3?id_rubrique=7
La Louviere
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille

23/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Nantes
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz + Graz + Braunau
BELGIUM : http://wb.attac.be/rubrique.php3?id_rubrique=7
Arlon
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Arras + Metz + Annecy

24/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Nancy + Nantes
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Hannover
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Helsinki
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Paris + La Rochelle + Brest + Lyon + Cergy Pontoise + St Marcellin

25/05

DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Berlin + Hannover
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + La Rochelle

26/05

AUSTRALIA : http://www.australia.attac.org/html/calendar.html
Sydney



AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Halleiner + Graz
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Metz + La Rochelle

27/05
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Halleiner + Wien + Graz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Helsinki
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + St Brieuc + Lyon + Macon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

28/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Paris (G MONDE) + Sciez
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Halleiner + Graz
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Grenoble + Rennes
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo